

DIVERS

— Par arrêté n° 2003 du 15 mai 1962, en application des dispositions de l'article 24 du décret n° 60-134/FP. du 5 mai 1960 et au vu des résultats de l'examen de fin de stage de première promotion de l'école nationale de police de Brazzaville, le diplôme d'inspecteur de police est décerné aux inspecteurs de police stagiaires dont les noms suivent, classés par ordre de mérite.

MM. Taty (Jean-Paul) ;
M'Bemba (Marcel) ;
Olotara (André) ;
Epouéry (Eugène) ;
Bouckou (Samuel) ;
Massengo (Alphonse).

— Par arrêté n° 2002 du 15 mai 1962, les candidats dont les noms suivent, sont autorisés à subir dans les centres ci-après désignés, les épreuves du concours de recrutement direct d'inspecteurs de police.

CENTRE DE DJAMBALA

M. Ganga (Philippe).

CENTRE DE BRAZZAVILLE

MM. Bantsimba Samba (Romain) ;
Kimbembé (Dieudonné) ;
N'Gakosso (Pierre) ;
N'Ganga (Ambroise) ;
Kotto (Ruben-Georges) ;
Massengo (Prosper) ;
N'Siété (Jean-Pierre).

CENTRE DE POINTE-NOIRE

MM. Bouckongo (Zéphirin) ;
Zonzi Yétla (Eugène).

CENTRE DE PARIS

Sergent Moupara (Alphonse-Marie-Victor).

— Par arrêté n° 1949 du 14 mai 1962, M. Mihindou-Bis (Honoré), gardien de la paix de 1^{re} classe indice 140 des cadres de la catégorie E II de la République du Congo est rayé des contrôles des cadres de la fonction publique du Congo en vue de son intégration dans les cadres gabonais.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} mai 1962.

— Par arrêté n° 2041 du 17 mai 1962, le taux de l'indemnité de costume d'audience ne peut excéder 30.000 francs sauf pour le président de la cour suprême pour qui il peut atteindre 80.000 francs.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Décret n° 62-137 du 12 mai 1962, relatif à la libération anticipée des militaires effectuant leur service légal.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 16-61 du 16 janvier 1961 portant organisation de la défense du territoire de la République du Congo ;

Vu la loi n° 27-61 du 16 janvier 1961 portant organisation et recrutement des forces armées de la République du Congo,

Vu le décret n° 62-127 du 7 mai 1962 sur le recrutement de l'armée,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Les militaires du contingent effectuant leurs obligations légales d'activité peuvent être libérés d'office par anticipation lorsqu'ils se sont rendus coupables d'une des fautes suivantes :

Inconduite habituelle ;
Faute grave contre la discipline ;
Faute contre l'honneur.

Art. 2. — Les décisions de libération anticipée seront prises par le ministre de la défense nationale sur proposition du chef d'état-major de la défense nationale et des forces armées.

Art. 3. — Les militaires libérés d'office par anticipation ne pourront plus dans aucun cas être admis à contracter un rengagement ; ils suivront le sort de leur classe d'âge dans les réserves de l'armée de terre.

Art. 4. — Le présent décret sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République du Congo et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 12 mai 1962.

Abbé Fulbert YOULOU.

—o—

MINISTÈRE DES FINANCES

Décret n° 62-130 du 9 mai 1962, fixant le régime de rémunération des fonctionnaires de la République du Congo.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Sur la proposition du ministre des finances,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 430 du 7 février 1958 fixant le régime des soldes, l'arrêté n° 1987 du 17 juin 1958 et les décrets n° 59-168 du 21 août 1959 et n° 60-247 du 7 septembre 1960 l'ayant modifié ;

Vu l'arrêté n° 2087/FP. du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des cadres du territoire du Moyen-Congo et le décret n° 59-25 du 30 janvier 1959 le modifiant ;

Vu l'arrêté n° 1973/FP. fixant le taux du complément spécial de solde et le décret n° 59-169 du 21 août 1959 l'ayant modifié ;

Vu le décret n° 59-70 du 25 mars 1959 fixant les soldes correspondant aux indices inférieurs à 100 ;

Vu le décret n° 60-141 du 5 mai 1960 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires des cadres autorisés à suivre des stages de perfectionnement en France ;

Le conseil des ministres entendu ;

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Le traitement de base des fonctionnaires des cadres de la fonction publique de la République du Congo comprend une solde de base composée d'un élément hiérarchisé et d'un élément uniforme.

Art. 2. — L'élément hiérarchisé est fonction directe de l'indice affecté à chaque grade ou échelon des diverses catégories et hiérarchies de la fonction publique.

Il s'obtient en multipliant le centième de l'élément affecté à l'indice 100 par l'indice considéré.

Art. 3. — L'élément hiérarchisé est fixé pour l'indice 100 à 130.000 francs l'an. La retenue pour pension ne s'exerce que sur une fraction de cet élément, elle-même hiérarchisée et fixée à 60.000 francs l'an pour l'indice 100.

Les taux de la retenue à pension et de la contribution budgétaire sont fixés respectivement à 6 et 12 %.

Art. 4. — L'élément uniforme, non soumis à retenue pour pension, est fixé à 12.000 francs l'an pour l'ensemble de l'échelle hiérarchique.